

« On assiste à la construction d'un nationalisme d'État »

Le 4 juillet, Brice Hortefeux a présenté son projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration en Conseil des ministres. **Analyse de Jérôme Valluy**, professeur de sociologie politique à Paris-I et membre du réseau Terra*.

Le projet de loi sur l'immigration du ministre Brice Hortefeux intègre l'expression « maîtrise de l'immigration ». Quel est l'esprit de ce texte ?

Jérôme Valluy : C'est le quatrième texte sur l'immigration en quatre ans. Il arrive alors que les décrets d'application des lois antérieures ne sont même pas tous tombés. Cet activisme législatif se répète, laissant penser que la fonction des lois est moins de changer les régimes juridiques que d'envoyer des messages politiques. Ici, le message est clair : il s'agit de présenter, une fois de plus, l'étranger comme une menace pour l'intégrité et l'identité nationales. Ce gouvernement – mais ceux qui l'ont précédé également – avance comme une évidence l'idée selon laquelle il y aurait trop d'étrangers en France, ou qu'il risquerait d'y en avoir trop. C'est ce que l'on peut appeler un phénomène d'institutionnalisation de la xénophobie, ou encore une forme de xénophobie d'État.

Cette loi durcit les conditions du regroupement familial. Les associations de défense des réfugiés estiment que l'effet sur l'immigration clandestine sera nul. Pour quelles raisons ?

Sur le regroupement familial comme sur l'asile, le gouvernement donne l'impression de s'acharner sur un cadavre. On peut se demander s'il est juridiquement possible de restreindre encore le droit d'asile alors qu'il frise déjà les 90 % de rejets. Cela fait également trente ans qu'on ferme le regroupement familial. En rajouter sur ce point ne sert qu'à faire une démonstration d'ordre symbolique de la dangerosité des étrangers. Dans ce domaine, les politiques publiques fonctionnent comme de gros partis politiques.

L'obtention d'un titre de séjour est déjà soumise à une condition d'insertion. Pourquoi étendre le Contrat d'accueil et d'intégration pour les migrants, avec des exigences de maîtrise de la langue et des valeurs de la République, à leurs familles ?

Un nationalisme d'État se construit sous nos yeux. Mais il est en germe depuis des années : c'est l'aboutissement d'un processus qui remonte à la fermeture des frontières en 1974, et que de récentes thèses ont rattaché à la décolonisation. Entre 1962 et 1974, une grande partie de la Fonction publique qui gérait les colonies s'est convertie dans la gestion des arrivées d'« indigènes » dans

la métropole. Elle a progressivement construit l'idée d'une menace migratoire. Les politiques actuelles s'inscrivent dans le prolongement de cette histoire. Exiger un certain niveau de maîtrise du français et des valeurs républicaines a de forts relents post-colonialistes. De même, la création du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale n'est pas sans lien avec la loi de février 2005 sur les bienfaits de la colonisation. Je ne tiens pas à entrer dans le détail juridique et technique des mesures d'évaluation du niveau de français ou des valeurs républicaines. J'ai siégé trop longtemps à la Commission des recours des réfugiés pour ignorer que, lorsque des fonctionnaires ou des juges veulent rejeter un étranger, ils peuvent toujours trouver des raisons juridiques pour justifier leur décision. Mais, ce qui est aberrant dans cette politique, c'est qu'elle semble viser en priorité les pays arabo-musulmans et les pays d'Afrique noire, alors que la francophonie y est bien implantée.

Que dire, quand même, de mesures comme le renforcement des conditions de ressources financières assorties à la taille de la famille ou la « formation aux droits et aux devoirs de parents » ?

Exiger d'un migrant qu'il justifie de ressources équivalentes à 1,2 Smic démontre qu'il est difficile de vivre avec le Smic et qu'il y a lieu de l'augmenter de toute urgence. Il y a aussi le problème du mariage : il n'est presque plus possible de se marier avec une personne étrangère, sauf si elle est très fortunée ! Mesure d'aide judiciaire à la gestion du budget familial, aide au retour avec fichage génétique... Ce projet de loi est la preuve d'un effondrement éthique et d'une faillite morale. Il n'est pas seulement question du sort des étrangers dans ce texte : il témoigne de l'état de la France, d'un délabrement de sa culture politique.

La mise sous tutelle, par le nouveau ministère, d'administrations comme l'Ofpra et la Commission des recours des réfugiés n'accentue-t-elle pas la confusion entre immigration et asile ?

C'est davantage un révélateur qu'une innovation. La mise sous tutelle de l'asile est actée depuis longtemps. De même, on savait déjà que le codéveloppement était un dispositif antimigratoire. Simplement, Nicolas Sarkozy l'officialise sans complexe. On oppose régulièrement asile politique et asile économique. Le problème, c'est qu'on fonctionne, avec la convention de Genève,



Banderolles de soutien devant une école de Toulouse où des enfants sont menacés d'expulsion.

« Ce projet de loi est la preuve d'un effondrement éthique et d'une faillite morale. Il n'est pas seulement question du sort des étrangers dans ce texte : il témoigne de l'état de la France, d'un délabrement de sa culture politique. »



TRANSPORTS Corails en voie de disparition

Depuis que le TGV-Est est sur les rails, l'offre de service public déraile. Inaugurée le 10 juin, cette nouvelle ligne qui relie Paris à l'Allemagne à grande vitesse frise les 100 % de remplissage, avec 500 000 passagers les seize premiers jours d'exploitation. Du jamais vu. Sauf que ce succès a un prix. Non seulement les tarifs Alsace-Paris ont doublé (promotions exceptées), réservant ainsi ce nouveau service à la clientèle professionnelle habituée à prendre l'avion, dénonce l'Association des usagers des transports urbains de l'agglomération strasbourgeoise (Astus), mais les lignes Corail ont été supprimées. Ce qui veut dire des dessertes en moins pour des villes comme Metz ou Mulhouse.

« L'amélioration de certains services ne doit pas se faire au détriment des autres », a pourtant déclaré François Fillon le 10 juin. Une manière d'ignorer la logique de rentabilité au nom de laquelle la SNCF supprime des lignes chaque année. Les usagers réguliers sont pénalisés, contraints de se rabattre sur le car ou l'automobile.

Et les voitures régionales de remplacement sont engorgées, notamment pendant les périodes de vacances. Exemple frappant : la suppression de la ligne Paris-Rodez. Depuis décembre, le train Théos venant de Paris s'arrête à Brive, où les voyageurs se serrent dans quelques voitures desservant dix petites villes jusqu'à Rodez. « Dans ses calculs sur cette ligne, la SNCF ne prend en compte que les voyageurs au départ de Rodez ou de Paris et non ceux qui montent sur le trajet », s'insurge Christophe Schimmel. Selon l'Association de défense de la gare d'Assier, qu'il préside, le taux de remplissage du tronçon Brive-Rodez atteint 180 % en juillet. Et le Paris-Rodez de nuit est également menacé. Fond du problème : l'État se défait sur les régions, lesquelles peinent à assumer la réfection des lignes. Idem dans le Cantal, la Creuse, le Limousin... Autres régions rurales, parents pauvres des services publics.

I. M.

sur une définition du réfugié très contestable : généralement, les pays que les victimes de persécutions « politiques » fuient sont dans une situation économique catastrophique. Les juifs qui fuyaient l'Allemagne de 1933 quittaient aussi un marasme économique. Pourtant, personne ne doute aujourd'hui qu'ils fuyaient autre chose. Lorsqu'on a voulu les rejeter, au printemps 1934, on a dit qu'ils étaient des réfugiés économiques. On peut dire la même chose aujourd'hui des Tchétchènes, des Haïtiens, des Kurdes, des Ivoiriens... Tous fuient la misère (1), mais aussi autre chose. Le taux de rejet des demandeurs d'asile, proche de 100 % en Europe, ne reflète plus rien de la réalité des exilés. Il signifie seulement que l'Europe est un continent où les nationalismes montent et envahissent les appareils administratifs et juridictionnels.

Créé en 2003, le réseau Terra a lancé, le 1^{er} juin, l'appel « Identité nationale et immigration : inversons la problématique ! ». Le 27 juin, vous avez coorganisé un débat sur le ministère de l'Identité nationale. Sur quoi débouchent ces initiatives ?

Le forum de Terra est passé de 30 à près de 2000 abonnés en quatre ans ; nous diffusons gratuitement, par courrier électronique, des textes de chercheurs sur les questions de migrations et des témoignages associatifs auprès de 30000 destinataires. Cela, pour surmonter les difficultés qu'il y a à faire entendre dans les médias institutionnels une vision autre que celle du « problème migratoire ».

Nous avons coorganisé un débat en réaction à la création du ministère de l'Identité nationale : son intitulé, son organisation et ses projets choquent le monde universitaire, parce qu'ils appellent les heures les plus sombres de l'histoire de France. Lorsqu'on nous demandera dans trente ans ce que nous avons fait face à ce ministère, nous voulons pouvoir répondre.

Les participants à ce forum ont décidé de lancer, dès septembre, un mouvement pour relier les professeurs d'écoles, de collèges, de lycées et d'universités, ainsi que les chercheurs, associations, revues et laboratoires de sciences humaines et sociales. Ce mouvement entend observer les activités du nouveau ministère, mettre en place un groupe de vigilance sur l'indépendance de l'enseignement et de la recherche, et monter un réseau de soutien aux réflexions collectives et aux débats publics. L'appel lancé le 1^{er} juin (2) visait à soutenir les historiens démissionnaires de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Nous travaillons avec eux, et nos collègues des écoles, collèges et lycées, pour résister aux amalgames opposant l'immigration à l'identité nationale.

PROPOS RECUEILLIS PAR INGRID MERCKX

(1) Voir, par exemple, notre reportage au Sénégal, p. 26.

(2) Voir l'appel : <http://terra.rezo.net/article602.html>

* Travaux, études, recherches sur les réfugiés et l'asile : <http://terra.rezo.net>

ÉDUCATION

Touchez pas à ma classe...

Départs inquiets en vacances. Certaines classes pourraient être supprimées en septembre, entraînant sureffectif ou refus d'inscription. Dans l'établissement Rognoni, à Paris, qui accueille des enfants du spectacle en horaires aménagés, deux classes de CM1 et de CM2 sont menacées. Les parents craignent une disparition du primaire, alors que l'ensemble « école et collège du spectacle est une structure unique dont le bien-fondé et l'efficacité ont été reconnus par la mission parlementaire sur les enseignements artistiques ». Si cet établissement observe un fonctionnement particulier, son cas est loin de l'être.

...et fichez-moi la paix

« Le ministère de l'Éducation nationale se prépare à généraliser l'utilisation d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé "base-élève 1^{er} degré" », dénonce la Ligue des droits de l'homme. Constitué d'éléments relatifs à l'identité et au parcours scolaire, ce fichier destiné à la gestion administrative et au pilotage pédagogique des élèves sera centralisé et partagé entre différentes administrations. Non seulement les parents d'élèves n'ont pas été consultés, mais le droit à la confidentialité n'est pas garanti. La LDH demande au ministère de stopper cette expérimentation (voir pour-politis.org).

JUSTICE

Mauvaise répartition



Après la carte scolaire, la carte judiciaire : le 29 juin, une vingtaine de barreaux ont fait grève pour protester contre la refonte du système qui organise la répartition des juridictions sur

le territoire. Inchangée depuis 1958, cette carte a besoin d'être modernisée. Mais si les tribunaux des grandes villes souffrent d'engorgement, chaque région entend préserver une justice de proximité. L'Association des petites villes de France, fortement touchées par la réorganisation des services publics, a demandé à la ministre de la Justice, Rachida Dati, d'éviter l'instauration « de déserts judiciaires ». Celle-ci a réuni, la semaine dernière, un comité consultatif sur le sujet, et a assuré que la réforme se ferait en toute transparence. La suite en septembre.

MÉDIAS

Presse sous pression

« L'indépendance, ce n'est pas un luxe », rappelait, le 2 juillet, la Société des journalistes (SDJ) des Échos dans des encarts publiés par Libération, le Monde, l'Humanité et la Croix. Le quotidien économique est en effet « menacé d'être racheté » par le groupe LVMH, propriétaire de son principal concurrent, la Tribune. Lequel pourrait être vendu dans la précipitation. Pour le Forum des SDJ, « cette affaire est une caricature qui clôt une annus horribilis pour les journalistes français : concentration croissante, pressions, censures, mais aussi perquisitions, rien n'a manqué pour tenter de réduire leur indépendance ».

Le lieu de la revendication

Ancien élève de Theodor Adorno et assistant de Jünger Habermas, le philosophe Oskar Negt, enfin traduit en français, a développé l'idée d'un « espace public oppositionnel ». C'est-à-dire critique.

En mars dernier, le philosophe allemand Axel Honneth, l'un des principaux héritiers contemporains de la fameuse École de Francfort (fondée par Max Horkheimer et Theodor Adorno dans les années 1920), nous accordait dans ces pages un entretien (1) dans lequel il se définissait comme un « habermassien de gauche ». Reconnaisant cette influence, il précisait cependant se sentir beaucoup plus proche des premiers travaux de Jürgen Habermas que de ses écrits les plus récents, qui, selon lui, « évoluent vers un certain conservatisme ».

Formé après la guerre par Adorno, Habermas s'éloigna peu à peu de l'héritage de ce courant de pensée qui, jusqu'en 1933, à Francfort puis en exil, avait contribué à renouveler profondément la critique marxiste face à la glaciation stalinienne. Il développa notamment, à partir des années 1970, une « théorie de l'agir communicationnel », titre de l'un de ses principaux ouvrages, paru d'abord en Allemagne en 1981. Ce travail théorique sur la communication s'appuyait sur une conception idéalisée de « l'espace public » (2), propre aux démocraties représentatives, au sein duquel seuls des individus dotés du capital culturel et de l'aisance matérielle suffisants parviennent à participer aux débats politiques qui concernent la Cité. À l'instar de l'idée de « République des savants » chère à Kant, ce modèle théorique d'espace public passe, de fait, sous silence l'exclusion de certaines couches de la société qui n'ont pas les moyens économiques et/ou intellectuels de prendre part aux discussions sur l'intérêt général. Habermas s'était donc finalement limité à retracer l'histoire de la naissance de l'« espace public bourgeois »...

C'est en effet en ces termes que le philosophe Oskar Negt formula une critique radicale, à laquelle Habermas dut répondre quelque temps après, en en reconnaissant la part de bien-fondé. De quelques années son cadet, ancien élève d'Adorno lui-même, Oskar Negt, né en 1934, fut aussi quelques années durant l'assistant scientifique d'Habermas. Or, l'importance de la pensée de Negt réside justement dans



Répression d'une manifestation anti-missiles en Allemagne, en 1984.

l'effort de formulation d'une alternative théorique à la conception habermassienne de l'espace public. Ils poursuivirent un dialogue, mais leurs travaux prirent des voies largement divergentes, en particulier à partir de 1968. En effet, enthousiasmé par les mouvements étudiant et ouvrier de cette époque (où s'inventaient des modes d'expression et de revendication souvent proches d'une forme de démocratie directe), Oskar Negt se penche pour sa part sur les conditions d'existence d'un autre espace public, qu'il nomme « prolétarien » ou « oppositionnel ». Il s'agit là du « domaine public au sein duquel les hommes arrivent à donner une expression politique à leurs intérêts et aspirations existentielles ». Le terme « prolétarien » ne désigne pas strictement la classe ouvrière mais bien « l'ensemble des dimensions sociales, des expériences, des traits et caractéristiques existentiels qui ont pour spécificité d'être opprimés ». Allant à l'encontre des courants de pen-

sée dominants, bien moins connu que Jürgen Habermas et plus radical qu'Axel Honneth, Oskar Negt n'était jusqu'ici quasiment pas traduit en français, alors qu'on pouvait depuis longtemps le lire dans de très nombreuses autres langues. Les éditions Payot pallient aujourd'hui cette absence, notamment grâce à un jeune chercheur allemand vivant en France, Alexander Neumann, qui vient de traduire une série de textes, sélectionnés chronologiquement au fil de l'œuvre de l'auteur. Au premier abord, les premiers d'entre eux surprendront peut-être le lecteur contemporain, du fait d'un style et d'un vocabulaire propres aux années 1970, mais une vraie cohérence d'ensemble se dégage de ce recueil, permettant ainsi de découvrir les grandes étapes de la pensée de Negt.

Avec de profondes résonances actuelles, celle-ci appréhende aussi la question de l'im-

portance croissante des médias dans les démocraties, et de leur rôle de véritable « cage d'acier des représentations dominantes, médiatisées » dans l'espace public. Pourtant, alors que « la critique publique est un élément crucial du développement démocratique des sociétés modernes », il s'agit aujourd'hui, selon Negt, de permettre autant que possible l'expression publique des subjectivités, des expériences « immédiates et sensibles » et des besoins humains, afin de parvenir à un véritable « débordement » de l'espace public bourgeois par l'élargissement de l'espace public oppositionnel. Or, c'est bien la « dialectique » entre ces deux espaces qui « se trouve au cœur de l'effort de construction d'une société émancipée ».

Dans une postface actualisée analysant l'évolution des sociétés occidentales, de nombreux exemples (du mouvement pacifiste allemand à celui contre le CPE en France l'an dernier) montrent la réalité et la vigueur de cet espace public oppositionnel, même si, face à la mondialisation libérale, une « généralisation quotidienne de [sa] pratique » ne parvient pas pour l'instant à s'affirmer. Toutefois, Oskar Negt veut croire que « la force associative de personnes qui relient leurs intérêts individuels à ceux du bien commun » peut produire un espace public « critique », capable de jouer un rôle politique au sein des sociétés modernes. Et de créer la possibilité d'une alternative.

OLIVIER DOUBRE

L'Espace public oppositionnel, Oskar Negt, traduit de l'allemand et préfacé par Alexander Neumann, Payot, « Critique de la politique », 240 p., 23 euros.

(1) Cf. *Politis* n° 943 du 15 mars 2007
(2) *Théorie de l'agir communicationnel* (Fayard, 1987) et *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* (Payot, 1992).



Manifestation contre le CPE, le 31 janvier 2005, à Paris.

Il s'agit aujourd'hui, selon Negt, de permettre autant que possible l'expression publique des subjectivités, des expériences « immédiates et sensibles » et des besoins humains, afin de parvenir à un véritable « débordement » de l'espace public bourgeois par l'élargissement de l'espace public oppositionnel.

Féministes et musulmanes

Des intellectuelles et des militantes ont débattu l'an dernier à l'Unesco du « féminisme islamique ». Le compte rendu de ce colloque vient de paraître.

« Pour certains, le féminisme islamique est un oxymoron », affirmait en préambule de son intervention l'éminente professeure d'études islamiques Amina Wadud (1), lors du colloque intitulé « Existe-t-il un féminisme musulman ? », organisé au mois de septembre 2006 par la commission Islam & Laïcité, à l'Unesco. Amina Wadud a poursuivi ainsi son propos, retranscrit dans le compte rendu de ces rencontres : « Je situe ma vie et tout mon travail dans une perspective à la fois pro-féministe et pro-foi [...], j'ai déjà eu l'occasion de répondre aux critiques émanant de ceux qui s'autoproclament "gardiens de la foi" [...] ou à celles des féministes qui ne se reconnaissent pas dans le sacré. [...] Je ne peux, quant à moi, qu'affirmer ma foi et mon féminisme. »

Cette professeure noire-américaine affirmait également, de façon tout aussi surprenante pour des « oreilles laïques », avoir entamé sa « réflexion sur le genre avec le seul livre qui a façonné la totalité de [sa] foi et l'intégralité de [sa] personne, le Coran ».

La teneur des débats faisait fi des multiples controverses et autres fantasmes, exacerbés notamment depuis le 11 septembre 2001, et qui consolident en Occident les stéréotypes à propos du statut des femmes dans le monde musulman. Les intellectuelles et les militantes, venues du monde arabe, d'Amérique du Nord, de Malaisie, de France ou de Belgique, ont exposé, lors de ce colloque, les différents moyens de recherche qui leur permettent aujourd'hui d'élaborer des outils efficaces de réflexion et des méthodes d'action pour lutter contre les inégalités entre les hommes et les femmes dans leur société.

Revenir aux sources pour transformer l'islam de l'intérieur. C'est le moyen le plus opérant que ces féministes aient trouvé pour interroger le statut actuel des femmes dans leur société. La relecture et la réinterprétation des textes sacrés constituent une des clés de leur démarche, car elles ont pour caractéristique d'être formulées à l'intérieur du paradigme islamique. Comme l'a rappelé Malika Hamidi, coordinatrice de l'European Muslim Network, à son origine, l'islam a connu un âge d'or de l'égalité entre les sexes, mais cette période a été passée à la trappe de l'histoire à mesure que le modèle patriarcal s'est imposé en Orient. À son tour, la chercheuse et professeure Margot Badran (2) a proposé une définition de cette démarche : « Le féminisme islamique travaille à l'énonciation d'un islam qui replace l'égalité des sexes et la justice



sociale au centre du système de valeurs coranique. » Toutes les intervenantes se sont accordées sur la nécessité d'une déconstruction des pratiques sociales et des schémas de pensées patriarcaux « introduits dans l'islam à partir de la mort du prophète Mohammed et qui furent inscrits dès le IX^e siècle dans les ouvrages de jurisprudence ».

Comme l'a expliqué Margot Badrane, cette démarche permet de « recouvrer l'idée d'une oumma – communauté islamique comme espace de partage – qui place les hommes et les femmes sur un pied d'égalité ». La chercheuse précisera plus loin que, pour toutes ces raisons, « le féminisme islamique ne revendique pas, ou ne fait pas sienne, l'idée d'un État islamique ».

Ce féminisme islamique a malgré tout remporté de haute lutte ses premières victoires au tournant du XXI^e siècle. La *Moudwana* (loi marocaine sur la famille) a finalement pu être révisée de façon à affirmer et à sauvegarder un modèle familial égalitaire, notamment grâce au poids des trente années d'action et de lutte du mouvement féminin marocain. Les actions de l'ONG Sisters in Islam permettent chaque jour de desserrer l'étau de la charia, qui fait subir aux Malaisiennes une lente érosion de leurs libertés. Lors de ce colloque, les nombreux autres exemples de luttes abouties menées dans le monde musulman par des groupes de femmes croyantes et militantes donnent à penser qu'elles détiennent indéniablement une part des solutions aux nombreux problèmes du monde musulman d'aujourd'hui et donc de demain. Nul doute que le pouvoir masculin devra tôt ou tard composer avec elles.

CLOTILDE MONTEIRO

Existe-t-il un féminisme musulman ?, L'Harmattan, 126 p., 11 euros.

(1) Militante féministe, issue du mouvement du Black Power, Amina Wadud est l'auteure du récent *Inside the Gender Jihad*, Oneworld Publisher, et du classique *Qur'an and woman*.

(2) Auteure, entre autres, de *Feminism beyond East and West* : New Gender Talk and Practice in Global Islam.

Les « fous de la mer »

Sur le millier de clandestins qui ont rallié l'Espagne depuis le début du mois de mai, la plupart sont sénégalais. Reportage dans la banlieue de Dakar, où les jeunes tapent le ballon en fixant le large.

Plage de Hann, banlieue de Dakar, 17 heures. Souleymane tape le ballon en plaisantant, tuant la fin de l'après-midi avant la prière. La température frise les 35 degrés. Mis à part les quelques coups de marteaux répétés provenant du chantier de construction naval à côté, seule la mer, avec ses vagues, vient ponctuer les cris des petits footballeurs. Fils de pêcheur, Souleymane passe ses journées à traîner le long de la plage, où l'on débarque le poisson. « Ici, il n'y a rien à faire. Je ne veux pas rester à la charge de mon père toute ma vie », répète-t-il en regardant vers le large. À 18 ans, célibataire, il est encore considéré comme un gamin, un petit à qui on donne une pièce en échange de quelques services. Il ne sera pas pêcheur comme son père, en raison de la crise économique qui frappe le secteur. Alors partir, il y pense sans cesse, même si sa famille se refuse, pour le moment, à lui donner l'argent du voyage. Le voyage de tous les risques.

Deux mois ferme, c'est le verdict que le tribunal de Thiès a rendu début mai à l'encontre de deux jeunes Sénégalais arrêtés à Mboro, un port de pêche situé sur la côte à une centaine de kilomètres de Dakar. Leur délit : s'être préparés à émigrer clandestinement. Fin avril, c'est à Saint-Louis que la police sénégalaise, avertie d'allers et venues suspectes de taxis dans la région, arrêtait 96 candidats au départ et 4 de leurs passeurs. Le jour même, 89 personnes, dont une majorité de Sénégalais, étaient rapatriées à Dakar après avoir été secourues en mer par le bateau-hôpital *Esperanza del mar*, un navire de santé des autorités espagnoles.

À Dakar, on appelle désormais ceux qui choisissent cette voie « les fous de la mer ». Ce sont le plus souvent des jeunes sans emploi qui, un jour, arrivent à convaincre leur famille de leur avancer l'argent du voyage : les 300 à 600 euros demandés par les passeurs, pour embarquer sur une barque, une nuit. Une petite fortune en Afrique.

À Hann et à Thiaroye dans la banlieue de Dakar, à Mbour ou à Guet Ndar, le quartier des pêcheurs de Saint-Louis, chacun a regardé à la télévision les rapatriements collectifs et les brancards des victimes de ces traversées. Avec tristesse mais aussi avec beaucoup de compréhension. À -

Thiaroye, s'est créé l'an dernier le Collectif des femmes contre l'immigration clandestine, composé de mères ayant perdu un proche, mari ou enfant. Pourtant, au-delà des discours convenus que l'on sert aux étrangers, à plus forte raison en présence d'officiels sénégalais ou de caméras, chacun a, dans sa famille, quelqu'un qu'il a aidé, qu'il aide ou qu'il aidera à aller « tenter sa chance ». Les raisons en sont multiples. Au premier chef, le marasme économique permanent condamne les jeunes au « secteur informel » et à la survie au jour le jour, quand ce n'est pas au total désespoir. Alors que le commerce de l'arachide est au plus bas, que la crise de la pêche s'installe durablement, les moins de 20 ans, qui représentent désormais 55 % des 12 millions d'habitants du pays, ont pour beaucoup la tête ailleurs. Avec la multiplication des téléphones portables, les contacts avec « l'autre côté », c'est-à-dire l'Europe, sont devenus réguliers. D'une rive de la mer à l'autre, les copains s'appellent pour faire le point. Entre salutations rituelles, nouvelles de la famille et des amis, parvient jusqu'aux oreilles africaines l'information que là-bas, il y a du

travail, même s'il est dur.

Dakar, angle de l'avenue Lamine-Gueye et du marché Sandaga. 18 heures. Ils sont des centaines de *bana-bana* (petits vendeurs ambulants en langue mandingue) ou *baol-baol* (nom générique venant d'une région dont les habitants s'adonnent au commerce informel) à arpenter les rues à longueur de journée. Il vendent tee-shirts et ceintures, encens et cartes de téléphone, boubous et cravates, montres et mouchoirs de papier, dentifrice, stylos et toutes sortes de produits pour s'assurer « la dépense quotidienne », comme on dit ici, c'est-à-dire le strict minimum vital. Un phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur et qui, s'il fait partie du folklore pour le touriste, traduit pour les Sénégalais le signe d'une profonde détresse.

Tandis que, chaque matin, l'ambassade de France à Dakar voit une file d'attente considérable se former dès l'aube, que le port de commerce de Dakar est placé sous le contrôle permanent de la gendarmerie et des caméras vidéos, les frontières des pays du Maghreb paraissent de moins en moins



Des pêcheurs sur la plage de Hann, au Sénégal.



Des candidats à l'émigration, aux Canaries.

franchissables. À cause des accords de coopération conclus entre l'Europe et le Maroc, et la Libye plus récemment, le durcissement des contrôles à la frontière de l'Algérie et son cortège d'expulsions, la nouvelle frontière extérieure de l'Europe s'est déplacée plus au Sud. Vers le Sahara occidental, la Mauritanie, et jusqu'aux côtes sénégalaises et guinéennes, à respectivement trois et dix jours de navigation des îles Canaries. Cette « nouvelle voie » d'entrée en Espagne via les Canaries s'impose depuis l'été 2006, au cours duquel près de 19 000 clandestins sont parvenus (1) à destination. Des deux côtés de la mer, les grandes pirogues de pêche sont devenues le symbole de cette fuite d'Afrique. Une centaine de personnes peuvent prendre place à bord, emportant du gasoil, de l'eau, des réchauds et des vivres pour y cuisiner, mais aussi un GPS pour se localiser et se diriger. La publication régulière dans la presse sénégalaise du calvaire vécu par les rescapés des traversées, l'humiliation du retour escorté par la police, l'argent perdu pour passer ne semblent pas décourager les candidats, qui préfèrent risquer leur vie plutôt que de se résigner.

Avec le beau temps et malgré la mise en œuvre du dispositif européen Frontex, qui coordonne la surveillance des côtes et de la mer, les départs ont repris. Les campagnes médiatiques menées par l'Organisation internationale pour les migrations, la distribution de bandes dessinées dans les écoles, les colloques et concerts sur le sujet ne semblent pas avoir d'effets notables face à la frustration engendrée par la prospérité de familles qui reçoivent de l'argent de l'étranger. Et face au désespoir des jeunes. Souleymane ne sait pas encore quand ni comment, et moins encore d'où, mais il sait qu'il partira. « Sur un coup de tête. »

OLIVIER AUBERT

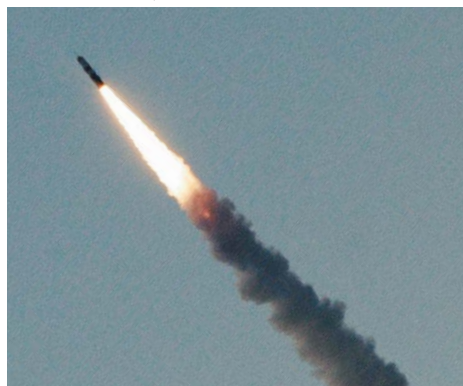
(1) Selon une enquête auprès de 2 000 refoulés, publiée en avril 2007 par l'association sénégalaise Mouvement citoyen, le candidat au départ en pirogue est à 96 % un homme, à 59 % âgé de 20 à 29 ans, à 66,5 % célibataire et il appartient à 67,2 % à l'ethnie wolof.

ARMES

Missile à terre

Sous la plage, les missiles. Le 19 juin, plusieurs équipes d'inspecteurs citoyens du collectif Non au missile M51 ont procédé à l'inspection inopinée du Centre d'essais et de lancement de missiles des Landes. La cellule d'investigation du collectif avait découvert qu'un nouveau tir d'essai du futur missile nucléaire d'attaque français, le M51, était prévu le matin même à 9 heures, dans le plus grand secret. Constatant le « *flagrant délit de violation de l'article 6 du traité de non-prolifération des armes nucléaires* », ratifié par la France en 1992, les inspecteurs ont immédiatement interrompu le tir et se sont employés « à collecter les preuves du crime contre le droit international et la paix » préparé en ces lieux. « Ces tirs d'essai préparés à l'insu des populations constituent de véritables provocations contre la paix », déclare Pierre Villard, porte-parole du collectif Non au missile M51. « Encore une fois, la France joue au pompier pyromane en s'autorisant à violer ouvertement la lettre et l'esprit du traité de non-prolifération. Y aurait-il deux poids deux mesures pour le respect du droit international ? »

Avec le missile nucléaire d'attaque M51, la France cherche à se doter d'une arme de destruction massive capable de frapper des cibles situées à plus de 6 000 km. Comme le précisait Jacques Chirac en janvier 2006, l'objectif est clair : il s'agit de pouvoir frapper à l'arme nucléaire, à l'aide de têtes nucléaires de puissance réduite, les « mini-



nukes », les sites stratégiques d'une puissance régionale pas nécessairement dotée de la capacité nucléaire, mais qui nuirait d'une façon quelconque à nos « *approvisionnements stratégiques* », notamment pétroliers. Pour Pierre Villard, « après les annonces d'intention des États-Unis d'installer dans plusieurs pays d'Europe des bases de son programme de défense antimissile, cette tentative d'essai ajoute à l'instabilité internationale. Il est urgent d'arrêter le programme M51 et de réaffecter ses 15 milliards d'euros à des dépenses qui favorisent véritablement la paix et la justice ».

XAVIER FRISON

Non au missile M51 : www.nonaumissileM51.org



ANTIPUB

Sanctions

Épilogue du procès en correctionnelle tenu le 4 juin : accusés d'avoir barbouillé un panneau publicitaire de la société JC Decaux le 27 mai 2006 à Lyon, Marion et Nicolas ont été condamnés, le 18 juin, à des peines d'amende de 500 euros avec sursis. Un troisième « déboulonneur », Guillaume, ayant participé à l'action sans barbouiller, a été relaxé. Ce jugement, « décevant au regard de la stratégie de désobéissance civile non-violente qui est celle des déboulonneurs », s'inscrit dans un contexte particulier. Depuis un an, six procès en France ont permis de médiatiser le problème de l'envahissement publicitaire. Les deux précédents jugements (à Lyon et à Rouen) avaient été très favorables, avec une dispense de peine et une condamnation à 1 euro symbolique. Les déboulonneurs promettent de continuer « aussi longtemps qu'il le faudra, de manière non-violente », à se battre contre la démission des pouvoirs publics face à l'envahissement publicitaire. Collectif des déboulonneurs, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, www.deboulonneurs.org

POLITIQUE

Gouvernement parallèle

La scène se déroulait devant ce qui ressemble au perron de l'Élysée, à la fin du mois de juin. Porte et Parole ont présenté « le gouvernement OFF », ses ministères, et les missions qu'il s'engage à remplir au cours de sa législature. Neuf portefeuilles ministériels sont déjà pourvus, associés à une nouvelle instance

transversale consacrée au questionnement des normes qui régissent notre société. Face à la mainmise de l'UMP sur la vie politique, et prenant acte de l'impuissance de l'actuelle opposition, un groupe de citoyens s'est donc constitué en gouvernement alternatif. Derrière l'aspect très potache de l'initiative, cette action collective se donne pour mission « de répondre à la politique néolibérale, antisociale et ultrasécuritaire de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement ». Le prochain rendez-vous public du gouvernement OFF se tiendra le 14 juillet prochain, jour où il passera les troupes en revue lors du désormais traditionnel défilé de la BAC (Brigade activiste des clowns). www.gouvernement-off.fr, www.brigadecloons.org



MÉDIAS

Cuvée Robert

Comment faire une bonne action et boire un bon cru en même temps ? En achetant la cuvée Denis Robert à son comité de soutien, pardi ! Pour 27 euros l'assortiment de trois bouteilles de rouge, rosé et blanc (+ 12 euros de frais de port), voilà un acte de solidarité des plus agréables. Le comité de soutien à Denis Robert, journaliste révélateur de l'affaire Clearstream, multiplie les initiatives pour lui venir en aide financièrement et faire face aux frais d'huissier et d'avocat engendrés par le harcèlement dont il est victime. Bien sûr, un don direct est également le bienvenu. Rens. : 03 87 84 75 75. Comité de soutien à Denis Robert, BP 93 602, 54 016 Nancy Cedex. <http://lesoutien.blogspot.com>

Solidarité avec le Maroc

Je suis abonnée à *Politis* et je m'étonne au fil des semaines de ne pas voir dénoncée la situation alarmante des droits de l'homme au Maroc : répression policière, relents des années de plomb, alors que continue le matraquage médiatique qui veut faire croire à un Maroc ouvert, en marche vers un État de droit ! Sans compter les promesses non tenues et une bonne partie des résolutions de l'instance Équité et Réparation non appliquées, véritable leurre qu'on finira par oublier...

Quelques faits récents. Le 1^{er} mai, à l'issue des défilés de la fête du travail, dans quatre villes : arrestations, matraquages, emprisonnements. Quelques jours plus tard, sit-in pacifique pour protester, à Beni Mellal. Répression encore plus brutale : deux à trois ans de prison pour 17 militants, avec 10 000 dirhams d'amende. Le 15 mai : journée nationale de solidarité envers ces victimes. Les forces de l'ordre se déchaînent contre les manifestants, traînent la présidente et les deux vice-présidents de l'AMDH par les pieds, les battent, s'acharnent contre une trentaine de manifestants, dont une quinzaine ont été hospitalisés. Quelques jours auparavant, une étudiante sahraouie est torturée par un policier qui lui enfonce la matraque dans l'œil jusqu'à le faire éclater.

Autre fait qui suscite des protestations : les deux plus anciens prisonniers politiques du Maroc, Ahmed Chahid et Ahmed Chaïb - vingt-quatre années derrière les verrous -, ont obtenu à l'issue d'une éprouvante grève de la faim de quarante-quatre jours la promesse écrite de réduction de peine à vingt-cinq ans, et également la promesse écrite de pouvoir recevoir à nouveau la visite d'amis, droit qui leur a été retiré depuis une dizaine de mois. Cette dernière promesse n'a pas été tenue. Les visites qui étaient une fenêtre ouverte sur le monde extérieur, dont ils sont exclus depuis un quart de siècle, sont toujours interdites à tous leurs amis, même à ceux qui ont partagé leur cellule pendant des années. Nous pensons que ces agissements du pouvoir, contraires aux droits de l'homme, doivent être dénoncés dans la presse française.

MARIE-JO FRESSARD, GAP (HAUTES ALPES)

Des pétitions de protestations (écrites ou en ligne) peuvent être demandées à Solidarité Maroc-05, « Échangeons le Monde », 17, rue Jean-Eymar, 05000 Gap France, solidarite.maroc.05@tele2.fr

Le peuple imbécile

Les discussions actuelles sur le traité « simplifié » pour « relancer » l'Europe sont l'occasion de constater que nos médias de masse comme nos « politiques » ont su en tirer une leçon fondamentale : le peuple est imbécile, et on ne peut décidément pas lui faire confiance pour les choses importantes. Aussi convient-il d'éviter de lui demander son avis.

Cela donne, dans *le Monde* du 21 juin, des petites phrases à mourir de rire (jaune), telles que celle-ci : « Afin de peser sur les consultations d'avant-sommet, le prochain locataire du 10-Downing Street a menacé à plusieurs reprises d'organiser un référendum pour ratifier le texte. » Voilà donc la menace suprême entre gouvernants, que l'on peut reformuler ainsi : « Soit vous acceptez de modifier le texte comme nous le souhaitons, et on le fait ratifier par nos parlementaires, qui sont des gens

fiables et de bonne compagnie, soit vous refusez, et je demande l'avis du peuple, et là, vous allez voir ce que vous allez voir. » Ah, ah ! Non mais des fois ! Nul doute que ce type de menace fait désormais frémir nos oligarques.

Le pire est que cela paraît parfaitement normal à nos journalistes de cour. À tel point qu'ils n'hésitent même plus à l'écrire, toute honte bue.

Je me demande parfois si nous vivons sur la même planète.

PIERRE RAFFENOT, GRENOBLE (ISÈRE)

La République des coulisses

Voulant réagir, au départ, à l'article « Peut-on critiquer le capitalisme ? » et me fendre d'une réponse quelque peu jésuite - « Peut-on dire que *le Nouvel Observateur* soit un journal progressiste ? » (ouaf) -, je me suis

pris au tourbillon d'une courte cogitation sur cette permanence du conciliabule, qui semble malheureusement participer de toute entreprise démocratique à ce jour.

À l'ombre des ors, des pendrillons, des arrière-boutiques, on élabore, on négocie, puis on déboule dans l'arène, bardés d'emporte-pièce, de ronronnantes inanités (ah, le culte de la phrase creuse, qui se veut choc !). On a l'impression d'être constamment infantilisés, réduits, instrumentalisés. Alors deux ou trois postures restent possibles.

On plie ses gaules, et on va voir ailleurs ; on résilie ses abonnements, on cale son poste sur une station musicale et on s'aperçoit que le monde tourne exactement de la même manière sans nous.

On change de braquet. Première demande : interdiction de faire apparaître un visage sur une affiche ou un programme politique, on ne va pas continuer sans cesse à dire que le brushing de Nicolène est plus moussu que celui de Ségolas, opposer les moustaches de Bové et de Mamère, ou entendre dire : « Je n'y peux rien, mais il ou elle m'énervé. » Ne vous semble-t-il pas que le puissant débat sur la ratification ou le refus de ce fameux traité européen nous avait donné l'image d'un pays en réelle discussion idéologique ? Avec certaines discrétions d'organes bien établis que j'ai trouvé de bon aloi.

Enfin, on pouvait douter, arguer, changer d'avis, dire des conneries, les regretter, et hésiter jusqu'à ce qu'une certitude - fût-elle temporaire - nous dicte le choix du bulletin. J'ai aimé entendre Cohn-Bendit avouer qu'il faisait un pari, en votant « oui ». J'ai aimé le courage politique des élus du PS qui ont, en conscience, appelé à voter « non », mettant sacrément en péril leurs relations internes pour les mois qui ont suivi. Bref, on ne se prononçait pas alors sur des tronches ou des habiletés de tribuns. Au lieu de s'échiner à collaborer (ah le beau vocable !) à l'*Obs*, fût-il hors série, si doté soit-il d'un titre alléchant (c'est quand même la spécialité qu'il se partage avec Jean-François Kahn !), on se penche sur le cas de *Politis*. Là, au moins, on ne se bagarre pas avec les pages de pub pour trouver le rédactionnel, et la question ne se pose pas : on peut critiquer le capitalisme, on peut même parler de ses paradoxes, du moins je l'espère !

JACQUES GANDON (COURRIER ÉLECTRONIQUE)

Parler clair

Le problème auquel se trouve désormais confrontée la gauche antilibérale n'est pas celui de la dilution de ce qui flotte encore des idées et mythes fondateurs du socialisme dans une idéologie social-démocrate [...].

Le vrai problème semble résider dans tous les consensus mous cumulé depuis des années, dans l'absence de lignes de clivage, dans la réticence manifeste de tous les réformateurs en puissance à se déclarer un peu plus nettement que sur un blog illustrant leur geste personnelle.

Le vrai problème est au premier rang de la salle du conseil national du PS, avec ces éléphants massés, prêts à faire don de leur personne au courant le plus porteur.

C'est bien là cette gauche de recyclage qui a davantage soif de pérennité que de politique autrement et semble encore se comporter comme si Sarkozy, ayant inventé de nouvelles façons de dorer la pilule, allait prolonger la distribution de la manne pseudo-ministérielle.

Après les grands succès comiques de la démocratie participative et des livres de recettes de refondation, n'est-on pas déjà rendu à la présidentielle de 2012 et à une nouvelle campagne de « Votez pour moi », alors que l'on décide déjà de

DIFFUSION EN KIOSQUE DE POLITIS

- Si vous souhaitez connaître sans délai le point de vente le plus proche de votre domicile, de votre lieu de travail, ou même de votre lieu de vacances, où vous trouverez, chaque jeudi, *Politis* ;

- Si vous souhaitez que votre marchand de journaux le plus proche soit, sous huitaine, approvisionné régulièrement en exemplaires de *Politis* ;

appelez le 01 42 46 02 20

**du lundi au vendredi
de 10 h à 17 h**

**ou envoyez
un courrier électronique à
contact@kdpresse.com**

En outre, un site des NMPP indique également où trouver *Politis* : www.trouverlapresse.com

ne rien décider dans la précipitation [...] ? Le PS passera-t-il donc à la post-sarkozité comme le parti incapable de tirer la moindre leçon de ses échecs ou de ses succès ? Je suis de ceux qui considèrent que la peinture unique – *One size fits all* –, pensée unique façon New Labour, ne présente guère que l'avantage de fournir à un maximum de tigres en papier l'occasion de figurer sur la photo en espérant passer pour des hommes politiques, voire des hommes d'État, alors qu'en chefs de bande ils sont si peu convaincants. Si l'on souhaite que le prochain avatar du PS – après les fabliaux pipoles de la direction familiale – ne soit pas le numéro final de la gauche laminée, peut-être conviendrait-il que tous fassent preuve d'un peu plus de sérieux ? Ou leur bon profil sur la photo a-t-il tellement d'importance à leurs yeux ? Si tel était le cas, qu'on les rassure : ils ont raison de bien s'en occuper, parce que nous, on s'en fout.

GEORGES MICHEL,
CHERBOURG-OCTEVILLE (MANCHE)

Exigences universitaires

Je crains que le combat syndical contre le projet de loi, dangereux au demeurant, ne fasse encore l'économie des vrais problèmes. L'Unef, comme d'ailleurs la FSU, se félicite de la massification réussie de l'Université, mais regrette que la démocratisation ne soit pas achevée. Par ailleurs, la France ne compterait pas assez d'étudiants, et la sélection serait un non-sens (sic). Enfin, l'Unef constate que les plus favorisés socialement réussissent le mieux. Il faudrait peut-être que les dirigeants syndicaux ouvrent les yeux et s'aperçoivent que la massification de l'Université ainsi que l'augmentation relative du nombre de diplômés se sont faites au détriment des exigences universitaires. Il faut sortir de ce mensonge total sur le niveau qui monte. Nous sommes confrontés à l'Université à une baisse dramatique des connaissances de base, tout cela ayant été d'ailleurs encouragé par les différentes réformes universitaires et du secondaire, et, dans un certaine mesure, accompagné par les syndicats, en particulier étudiants. Le problème de la sélection se pose donc aujourd'hui de manière dramatique. Il ne s'agit pas, bien sûr,

POUR POLITIS

Les copains communistes

La pluie, c'est bon pour les agriculteurs du commerce équitable, mais moins apprécié du côté des consommateurs. Ça râlait un peu sous les trombes d'eau, dans les travées du marché du commerce équitable coorganisé samedi dernier à Villejuif (Val-de-Marne) par la municipalité et le réseau Minga.

L'équipe « pour *Politis* » – Antoine Bordallo, Alain Brunet et Florence Cheval – a courageusement surnagé. Bilan : trois lecteurs repêchés, qui croyaient que *Politis* avait sombré corps et biens. On ne sait pas en revanche si Mme le maire de cette bonne ville communiste qui a voté à 60 % contre le TCE a pris un abonnement, mais elle a avoué ne pas connaître *Politis* ! Pas rancunier, le journal sera présent en force lors de la prochaine fête de l'*Huma*, les 15, 16 et 17 septembre. Avant cela, l'équipe « pour *Politis* » de Villejuif, renforcée par la présence de Philippe Beck, ira tester la popularité du journal dans cet autre fief communiste du Val-de-Marne qu'est Vitry-sur-Seine, à l'occasion de la 9^e édition du contre-festival « Nous n'irons pas à Avignon », du 4 au 9 juillet, au Théâtre de la gare.

PATRICK PIRO

de restreindre le nombre de places à l'Université ou au niveau du master, mais de définir quelles sont les exigences en termes de connaissances qu'il faut avoir pour rentrer à l'université ou pour accéder à un master. Le système actuel, avec ses multiples compensations et le poids important accordé au contrôle continu (qui ne juge le plus souvent que la capacité à mémoriser « sur le coup » ou des compétences purement techniques), fait que l'échec a diminué. Nous avons par ailleurs des consignes de plus en plus fortes, en interne, pour, d'une part, alléger les programmes et,

d'autre part, corriger les plus mauvaises notes. La compétition entre les disciplines fait qu'il faut avoir le plus d'étudiants possible inscrits en master ou en section L si on veut espérer conserver les filières et les postes, d'où la tendance à donner les diplômes en espérant récupérer dans la masse (ou dans la nasse) 5 à 10 % de bons éléments pour alimenter les laboratoires de recherche en main-d'œuvre. S'élever contre la sélection, comme le fait l'Unef, est donc passablement démagogique et surtout inconséquent. Le but des réformes étant de vider la plupart des diplômes de leurs connaissances au profit d'un faux savoir purement instrumental, on peut s'interroger sur la logique poursuivie par l'Unef, mais aussi par la FSU, en ne mettant pas en avant l'indispensable besoin d'exigence sur les contenus des diplômes délivrés. Pour bien être compris, il ne s'agit pas de ne prendre que les meilleurs, ce que font d'ailleurs avec succès les grandes écoles, mais de ne valider les diplômes que lorsque les étudiants auront atteint le niveau d'excellence requis. Cela demande bien sûr quelques moyens, mais surtout une refonte des programmes dans l'École et l'Université. Pour les élèves les moins bien lotis socialement, il est clair qu'il faut qu'ils travaillent plus que les autres pour rattraper leurs retards. Dire l'inverse est démagogique. Nous pourrions là réfléchir à mettre en place de véritables études surveillées et obligatoires, et à rétablir un vrai cycle propédeutique à l'Université. On criera volontiers à la stigmatisation des pauvres, mais lorsque l'on voit le succès des cours privés, on doit se poser la question. Enfin, nous pourrions sortir du discours de « gôche », où l'on dit aux élèves que l'on peut apprendre en s'amusant. Ce n'est pas faux, mais le plaisir vient surtout après que l'on a réussi à comprendre, et cela demande parfois de passer par des périodes très ennuyeuses où il faut simplement apprendre. Là aussi, la valeur travail doit être remise au goût du jour pour les étudiants et les élèves. Je sais que ce discours paraîtra un peu conservateur, voire sarcomateux, parce que tous les problèmes sont « la faute à la société ultralibérale ». Il est vrai que l'on peut continuer à réclamer plus de postes et d'argent (ce qui est nécessaire) sans se poser la question de savoir quoi en faire.

FABIEN TELL (COURRIER ÉLECTRONIQUE)

Bègles : le 5 juillet, à 19 h, dans le cadre de son prochain café-repère « Là-bas si j'y suis », Le Poulailleur, l'association Troll et l'AOL de Saint-Romain-la-Virvée proposent une soirée théâtre et débat mêlés, intitulée « Post-scriptum sur l'insignifiance ». Échanges prévus entre spectateurs et acteurs à partir de l'entretien accordé par Cornélius Castoriadis, en 1996, peu avant sa mort, à Daniel Mermet. Entrée libre. Le Poulailleur, place du 14-Juillet. Rens. : 05 56 49 16 27.

Saint-Genis-Pouilly (Ain) : le 6 juillet, à partir de 9 h 30, RESF organise une formation administrative et juridique au droit des étrangers. Dispensée par Violaine Goddet, chargée de mission au Forum réfugiés, avec le soutien du Haut Commissariat aux réfugiés. Une deuxième séance de formation est prévue le 7 septembre. Centre Jean-Monnet. Inscription : 04 50 41 54 63.

Avignon : du 8 au 12 juillet, Attac et ses comités du Vaucluse organisent les « Chemins de découverte » sur le thème : « Comment déconstruire le discours néolibéral ? » Au programme, plus de 50 ateliers de pratiques artistiques, de culture et d'appropriation de savoirs. Rens. : 04 90 03 12 81, 06 86 56 81 72, cevennes.sud@orange.fr

Angers : jusqu'au 11 juillet, le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) des Pays-de-la-Loire organise une université d'été intitulée « Entre altérité et altération, les imaginaires de l'autre : figures de l'autre dans le soin, la politique, la création artistique, l'éducation ». Campus social angevin, 10, rue Darwin, 02 41 22 17 30, n.tsvetoukhine@cnam-paysdelaloire.fr

Nord-Pas-de-Calais : du 16 au 20 juillet, loin des festivals, la compagnie Les Milles et Unes Vies propose une semaine thématique « Marionnettes et manipulation ». Six groupes de douze enfants découvrent les fondamentaux du jeu de marionnettes. Rens. et résa : 03 27 09 92 27, <http://cieles1001vies.monsite.wanadoo.fr>

France : à partir du 3 août, Handicap International et les acteurs du tourisme social organisent le « Vivathlon ». Pendant tout l'été, de nombreuses manifestations ludiques auront lieu dans les villages de vacances de France (VVF). Le but : sensibiliser les participants au handicap et récolter des fonds. Tél. : 04 78 69 67 00, www.handicap-international.fr

SUR LE WEB

Consultez l'agenda militant mis à jour quotidiennement sur le site www.politis.fr

Le bloc-notes

BERNARD LANGLOIS



BUREAUA/FP

LA SALOPE

« *Salope* » est le féminin de « *salaud* », qui longtemps s'est écrit « *salop*. »

Si j'en crois mon *Dictionnaire des injures de la langue française*, qui recense et définit pas moins de 9 300 gros mots, c'est une insulte qui équivaut à « *traître* », « *faux jeton* » ou « *fumier* ». Mais il peut avoir aussi une connotation vaguement admirative, le plus souvent à caractère sexuel (« *Ben, mon salaud !* » peut s'accompagner d'un sifflement approbateur, un « *grand salaud* » peut être dit d'un homme à femmes, un « *vieux salaud* » a souvent la main baladeuse...), et c'est encore plus vrai au féminin : qu'on pense à Guy Bedos feuilletant *Play-Boy* : « *Ouah, la salôôôôôpe !* » Le caractère injurieux du terme « *salope* » est en revanche nettement accentué lorsqu'il s'adresse à un homme : « *Il va sans dire que traiter de salope un représentant du sexe fort, c'est manifester à son égard un mépris total et particulièrement offensant* », puisque l'affront met en cause, « *en même temps que sa droiture, sa virilité et l'orthodoxie de sa vie sexuelle* » (1).

Ce qui n'est pas le cas dans l'affaire dont nous parlons et qui agite présentement le landerneau.

Deux mecs qui en croisent un troisième à l'entrée du Palais-Bourbon. Ils sont visiblement d'humeur badine : la vie est belle, ils viennent tous les trois d'être élus députés (réélus pour deux d'entre eux, le troisième est un bleu), peut-être même qu'ils sortent

de table, va savoir, et qu'ils ont un coup dans l'aile ?

« *Voici le gars qui a battu Camparini* », dit le premier, hilare (c'est Renaud Muselier, un marrant, député des Bouches-du-Rhône, UMP), au deuxième (Patrick Devedjian, un puissant, député, président du conseil général des Hauts-de-Seine, UMP, formation dont il est aussi le secrétaire général), en lui présentant le troisième (Michel Havard, un débutant, nouveau député du Rhône, UMP, et tombeur, donc, de la députée sortante Anne-Marie Camparini, ex-UDF aujourd'hui MoDem). « *Ah, cette salope !* », répond l'autre, l'air tout aussi réjoui. Échange de petits machos ordinaires, dans le vocabulaire ordinaire d'un milieu où le parler cru est la règle (croyez pas que c'est réservé aux salles de garde), sauf quand on va faire le beau à la télé.

Manque de pot, justement, la télé était là : une caméra d'une chaîne lyonnaise (TLM) qui suivait les premiers pas au Parlement du jeune élu de Lyon. Les images, et l'injure, courent désormais sur le Net (2).

TERRAIN GLISSANT

Pas vraiment de quoi fouetter un chat. Que les néo-gaullistes aient une vieille dent contre Anne-Marie Camparini, qui a naguère (courageusement) contré Charles Millon (ex-ministre de la Défense du gouvernement Juppé), qui voulait gouverner la région en alliance avec le Front national ; qu'elle ait ainsi permis à terme la victoire des socialistes, qui depuis s'y incrustent ;

qu'elle continue, en suivant Bayrou, à jouer les perturbatrices dans le prochain match pour la mairie de Lyon, guignée par Perben : tout cela est connu et justifie amplement que les sarkozystes la considèrent comme traître à leur cause, c'est-à-dire une « *salope* » (voir plus haut). Croyez-vous qu'on soit plus amène, au PS, avec les Besson et autre Kouchner ? Mais voilà : en oubliant la caméra – ou en ignorant sa présence, puisqu'elle suivait les deux autres –, Devedjian s'est aventuré en terrain glissant. Malgré des excuses publiques (« *Ce n'est pas ce que j'ai pu dire de plus brillant !* », en effet...), le nouveau patron des Hauts-de-Seine et du parti majoritaire s'est accroché une énième casserole aux basques, lui qui n'en avait pas vraiment besoin pour asseoir sa réputation, sa jeunesse « *occidentale* » et ses amitiés interlopes y suffisant bien.

Pas de quoi fouetter un chat, vraiment ? Je suis sûr que certains (et peut-être surtout certaines) d'entre vous vont me reprocher une indulgence qu'ils jugeront coupable.

Je pense pourtant que l'émoi provoqué par cette affaire – des Chiennes de garde au président de la République, tout le monde a cru devoir donner son avis, ce que je fais aussi ! – est très significatif de ce petit théâtre où se joue la politique spectacle : on s'excite sur quelques répliques d'un jeu de rôles où chacun joue le sien, les choses sérieuses se passant ailleurs. Il n'est même pas sûr que Devedjian pense un seul instant que Camparini soit une salope : il fait un mot, entre copains. Et même s'il l'avait pensé : « *Quand je tance avec mon valet, je tance du meilleur courage que j'aie, ce sont de vraies et non feintes imprécations ; mais, cette fumée passée, qu'il ait besoin de moi, je lui bien fèray volontiers ; je tourne à l'instant le feuillet. Quand je l'appelle un badin, un veau, je n'entreprend pas de lui coudre à jamais ces tiltres...* » (*Essais*, Livre Premier, chapitre XXXVIII, Montaigne.)

Et quand Coluche nous traitait d'« *enfoirés* », hein ? Coluche, vous savez bien, l'homme à la « *salopette* » !



FEDOUACH/AF



De la troïka qui fit longtemps la pluie et le beau temps au « Monde », l'affairiste Minc reste seul en piste – triste sire qui s'accroche contre la volonté de toute une rédaction –, pour combien de temps encore ?

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Plus important, me semble-t-il, que le vocabulaire gaillard de notre personnel politique, la crise de la presse et les menaces sur la liberté d'expression.

– Dans une « note sur la situation de L'Humanité » diffusée le 29 juin auprès des responsables fédéraux du PCF, Patrick Le Hyaric, le directeur du quotidien, ne cache rien des difficultés endémiques du titre, qui aurait besoin de vendre « au moins 12 000 exemplaires/jour » supplémentaires pour équilibrer. Il confirme que la vente du siège, à Saint-Denis, est très sérieusement envisagée pour recapitaliser l'entreprise (nécessité au regard de la loi) et échapper au dépôt de bilan.

– Les rédactions respectives des deux quotidiens économiques nationaux *Les Échos* et *La Tribune* se sont mises en grève pour protester : la première, contre le projet de rachat du titre par le milliardaire Bernard Arnault, patron de LVMH et de... *La Tribune*, son principal concurrent ; la seconde, contre l'éventualité d'une vente précipitée du titre par son propriétaire actuel, Bernard Arnault. Lus dans les milieux politiques, économiques, syndicaux, les deux journaux ont reçu de nombreux soutiens de tous bords ; pas sûr que ça suffise à entraver la marche des affaires !

– *Le Monde* cherchait encore, ce lundi, une sortie de crise, suite à la démission forcée de Jean-Marie Colombani, soutenu par les actionnaires extérieurs mais banni par les personnels du groupe ; la solution semblait avoir été trouvée par la désignation d'une nouvelle direction bicéphale qui faisait consensus. Patatras : c'est le blocage au conseil de surveillance, où Alain Minc a raté d'une voix sa reconduction au poste de président mais... a été reconduit quand même (là encore, les actionnaires extérieurs, Perdiel en tête, tentent d'imposer leur volonté contre les personnels, quitte à violer les statuts !). De la troïka qui fit longtemps

la pluie et le beau temps au *Monde*, l'affairiste Minc (3) reste seul en piste – triste sire qui s'accroche contre la volonté de toute une rédaction –, pour combien de temps encore ?

– Schneidermann viré de France 5 pour « faute lourde » (!) et son émission « Arrêt sur Images » (seule émission de décryptage des médias) supprimée, malgré des dizaines de milliers de signatures de soutien ; et suppression aussi, à France Inter, de l'excellente « Bande à Bonnaud », pareillement soutenue par les auditeurs et sans doute pour le même résultat (« trop élitiste », paraît-il, selon la direction), voilà qui sent la reprise en mains par des camarillas médiatiques toutes dévouées au nouveau pouvoir politique, pas sûr qu'il ait même besoin de demander (4) ! Ayant été payé, jadis, pour savoir que la liberté d'expression sur les ondes rencontrait vite ses limites, je ne jouerai pas les étonnés. Au fait, ça va toujours, Mermet ?

Si vous ajoutez à cela quelques autres affaires récentes, comme des coups de ciseaux intempestifs dans divers articles de divers titres aux mains de Bolloré ou de Lagardère (des bons pots au Prince-Président), vous comprendrez que se manifeste une certaine inquiétude dans les rangs d'une profession dont on peut penser (je le pense) qu'elle paye un peu trop sa complaisance et ses lâchetés envers les puissants pour qu'on puisse vraiment la plaindre ; comme on peut penser (je le pense) que ce n'est pas la respectueuse demande d'audience à Nicolas Sarkozy par le Forum des sociétés de journalistes qui risque d'améliorer la situation. Et si c'était vraiment ailleurs, sur la Toile, que se jouait désormais (dans l'embrouillamini, l'outrance, les approximations et expérimentations en tout genre) l'avenir d'une information libre ? Nombre de mes jeunes confrères le pensent, qui tentent le coup avec assez de panache, je vous en signale régulièrement.

Tiens, cette semaine, un ancien de chez nous, courageux et talentueux, qui a fait

son chemin depuis ses débuts à *Politis* : Paul Moreira (5).

HATCHEPSOUT

À part ça : heureux sont ces hommes et ces femmes passionnés qui consacrent leur vie à fréquenter nos frères humains vieux de trois mille ans, qui ne risquent pas de leur faire de peine, ni de les traiter de noms d'oiseaux.

Ainsi Zahi Hawass, secrétaire général du Conseil suprême des Antiquités égyptiennes, qui vient de mettre un nom sur une proche momie à lui, non identifiée jusqu'alors, grâce à une molaire s'emboîtant à la perfection dans la mâchoire de ladite : c'est, figurez-vous, la plus grande souveraine qui ait jamais régné sur l'Égypte ancienne et dont le (splendide) temple funéraire de la vallée des Rois était jusqu'à maintenant resté sans occupant(e).

J'ai nommé Hatchepsout. À vos souhaits.

Et bonnes vacances.

B. L.

(1) Dictionnaire des injures de la langue française, Robert Edouard, Tchou (1977).

(2) À voir notamment sur : <http://rue89.com>

(3) Lire l'enquête de Laurent Mauduit, *Petits Conseils* (Stock).

(4) Quelques différences entre les deux affaires : autant Bonnaud et sa bande ont reçu le plein soutien des personnels de France Inter (qui ont même fait une grève de protestation), autant les syndicats de France 5 ont pris leurs distances d'avec un Schneidermann jugé trop perso et un rien imbu de sa personne. Pas une raison du reste pour ne pas appeler un chat un chat et censurer une censure. Ni pour oublier que, comme le dit Henri Maler, d'Acrimed : « Une censure inacceptable peut en cacher bien d'autres. Au moment où "Arrêt sur images" disparaît, des télévisions associatives qui se battent depuis des années pour obtenir le droit d'exister nationalement et régionalement sont privées d'accès à la TNT (à l'exception de l'une d'entre elles – Télé Bocal – qui partagera la fréquence avec trois associations quasiment inconnues). Qui s'en soucie, si l'on excepte les médias du tiers secteur ? »

(Lire : Daniel Schneidermann licencié. Et maintenant ? <http://www.acrimed.org>)

(5) <http://paulmoreira.blog.20minutes.fr>

pol-bl-bn@wanadoo.fr

JUILLET 2007



VIOLENCE ET MORT AU TRAVAIL – pages 6 et 7

Le monde a sacrifié la Palestine
par Alain Gresh – page 10

Guerre, argent et vidéo
par Tony Fortin – page 27

MONDE
diplomatique

LE MONDE *diplomatique*

★ PROCHE-ORIENT

Comment le monde a enterré la Palestine

par Alain Gresh

Al-Qaida contre les talibans

par Syed Saleem Shahzad

★ ÉTATS-UNIS

Mais que font les pacifistes ?

Le bouclier antimissile, une obsession

**Quand une respectable fondation
prend le relais de la CIA**

★ ÉLECTIONS

Illusions perdues de la « gauche de gauche »

par Frédéric Lebaron

★ DÉBAT

Faut-il restituer les butins des expéditions coloniales ?

par Bernard Müller

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ★ 4,50 €